



Le cercle d'experts « Observation PACA Conjoncture » (OPC) travaille à l'identification d'objets sensibles, c'est à dire des secteurs d'activités, des territoires ou des publics qui risquent d'être fragilisés par les effets de la conjoncture. L'objectif n'est pas tant d'être exhaustif mais de produire un diagnostic partagé au service des pouvoirs publics régionaux et des partenaires économiques et sociaux.

Communiqué n° 21

Rédaction finalisée le 19 novembre 2015

DIRECCTE SESE – RÉGION PACA SEOP – DR INSEE PACA – PÔLE EMPLOI PACA SEE – BANQUE DE FRANCE - ORM

Des signaux encourageants pour l'activité économique

Au 2^e trimestre 2015, au niveau mondial, la croissance des pays avancés est restée robuste. Elle a été particulièrement vive aux États-Unis et au Royaume-Uni. Dans les pays émergents, en revanche, l'activité a continué de ralentir, notamment en Chine. Le commerce entre pays asiatiques a pesé sur les échanges mondiaux, qui se sont de nouveau contractés. Selon l'Insee, la croissance des économies avancées resterait solide en 2015. Dans les pays émergents, l'activité continuerait de tourner au ralenti, et leurs importations reculeraient en moyenne annuelle, pour la première fois depuis 2009. Cette analyse converge avec celle de la Banque de France, selon laquelle la reprise dans les pays avancés s'accélérait légèrement alors que celle observée dans les pays émergents ralentirait pour la cinquième année consécutive. La croissance mondiale devrait ainsi s'établir à 3,1 % en 2015.

Au 2^e trimestre 2015, dans la zone euro, la reprise continue de se diffuser progressivement : le redémarrage de l'emploi et la baisse du prix du pétrole portent la consommation des ménages, tandis que la dépréciation de l'euro depuis mi-2014 stimule les exportations. Au final en 2015, la Banque Centrale Européenne anticipe une croissance annuelle du PIB de 1,4 % et un taux d'inflation positif de 0,1 %.

En France, l'activité a calé au 2^e trimestre (0,0 % après + 0,7 %). Selon l'Insee, au 2nd semestre, la consommation des ménages retrouverait une croissance en phase avec les gains de pouvoir d'achat, lequel accélérerait nettement sur l'ensemble de l'année (+ 1,7 %). L'investissement des entreprises accélérerait modérément au 2nd semestre, avec la hausse de leurs marges et un accès au crédit facilité par les politiques monétaires. La Banque de France anticipe, au travers de l'Indicateur Synthétique mensuel d'Activité (ISMA), une progression de l'économie nationale de 0,4 % au 4^e trimestre. Plus globalement, l'Insee prévoit une progression de l'activité nationale au 2nd semestre comparable à celle du 1^{er} semestre. En moyenne annuelle, la croissance serait de + 1,1 %, après + 0,2 % en 2014. L'accélération de l'activité et les politiques d'allègement du coût du travail stimuleraient l'emploi en 2015.

En PACA, au cours du 3^e trimestre, dans la **construction**, la demande tant privée que publique s'améliore. La production amorce une évolution positive dans les travaux publics et le gros œuvre mais se stabilise dans le second œuvre. La concurrence sur les prix demeure vive dans toutes les composantes de ce secteur. Dans l'**industrie**, la demande internationale demeure favorablement orientée à fin septembre 2015. En effet, la baisse du cours de l'euro et le recul du prix des matières premières favorisent les exportations. Les sous-secteurs « fabrication de composants électriques et électroniques », « chimie » et dans une moindre mesure « métallurgie » portent la tendance alors que la « fabrication de matériels de transport » se stabilise. Le taux d'utilisation des capacités de production enregistre, pour ce trimestre, une érosion passagère de 1 point pour se situer à 79 %, soit un taux légèrement inférieur à sa moyenne de longue période (82 %). À fin septembre, dans les **services**, composante majeure de l'économie régionale, la tendance globale demeure sur une évolution positive plus robuste dans les sous-secteurs du « transport », de « l'ingénierie », de « l'intérim », de « l'hébergement », et du « nettoyage industriel », alors que ceux de « l'édition », « la publicité » marquent le pas.

De façon générale, toutes les composantes de l'économie régionale anticipent à court terme une évolution positive de l'activité.

L'emploi salarié rebondit

En PACA, après deux trimestres de stabilité, l'emploi salarié dans les secteurs concurrentiels (hors agriculture et particuliers employeurs) a rebondi au 2^e trimestre 2015 (+ 0,7 %). À la fin du mois de juin 2015, il y avait dans la région 1 109 800 salariés dans les secteurs concurrentiels, soit 7 500 salariés de plus qu'en mars dernier. L'emploi salarié régional hors intérim a toutefois évolué différemment selon le secteur d'activité.

Dans le secteur de la **construction**, la baisse du nombre de salariés continue de s'accroître (- 0,9 %) et bascule sous la barre des 100 000 salariés. C'est le niveau le plus bas depuis fin 2003. Dans l'**industrie**, après une baisse constante depuis 2 ans, les effectifs augmentent timidement ce trimestre (+ 0,1 %). Après un recul au trimestre dernier, les effectifs du sous-secteur « industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets, raffinage » repartent sensiblement à la hausse (+ 1 %). Ils permettent de compenser à eux seuls la diminution constatée depuis deux ans des emplois dans la « fabrication d'autres produits industriels » (- 0,4 %). Après des baisses successives depuis un an et demi, le sous-secteur de la « fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatique ; fabrication de machines » repart à la hausse (+ 0,4 %). Dans « la fabrication de matériels de transports », le nombre d'emplois salariés augmente légèrement ce trimestre (+ 0,2 %). Enfin, le sous-secteur de l'« agroalimentaire » poursuit sa légère progression (+ 0,1 %). La hausse significative de l'emploi régional est principalement portée par le **tertiaire marchand**. L'évolution la plus

importante (+ 11,2 %) concerne l'*intérim*, classé par l'Insee dans les services marchands. Elle représente presque la moitié des emplois supplémentaires du trimestre. L'emploi intérimaire revient ainsi à un niveau qui n'avait plus été atteint depuis deux ans, avec 35 400 salariés. Dans le commerce, après une fin d'année 2014 en berne, puis un rebond au 1^{er} trimestre 2015, les effectifs remontent fortement au **2^e trimestre 2015** (+ 0,8 %). Hors intérim, les effectifs dans les services marchands continuent de progresser (+ 0,5 %). Mais cette hausse ne concerne pas tous les sous-secteurs d'activité. Comme au trimestre précédent, c'est dans « l'hébergement et la restauration » que l'évolution est la plus marquée (+ 1,3).

En **France métropolitaine**, les effectifs salariés ont également augmenté au **2^e trimestre 2015** mais moins fortement qu'en PACA (+ 0,2 %). Les effectifs dans la construction et l'industrie ont continué à diminuer (respectivement - 0,9 % et - 0,3 %). Les secteurs du commerce et des services marchands hors intérim ont progressé pratiquement au même rythme qu'au trimestre précédent (+ 0,2 %). Comme dans la région, c'est la forte progression du nombre de salariés intérimaires (+ 3,6 %) qui explique en grande partie l'évolution positive des effectifs salariés au niveau national.

En tenant compte de l'intérim, la demande de travail augmente dans tous les secteurs

En **PACA**, en comptant chaque intérimaire dans son secteur d'activité employeur, la demande de travail émanant des entreprises s'est accrue quel que soit le secteur d'activité considéré, au **2^e trimestre 2015**. Dans la **construction**, l'augmentation de la demande de travail (+ 410 emplois) a été comblée uniquement par le recours à des emplois intérimaires (+ 1 330, contre - 920 emplois hors intérim). Dans l'**industrie**, les besoins en main d'œuvre augmentent de l'équivalent de 780 emplois (soit + 0,5 %) au 2^e trimestre 2015, compensant en partie les pertes (- 1 290) enregistrées au trimestre précédent. Ce rebond s'explique notamment par la création de 625 emplois intérimaires (+ 6,6 %), qui se sont ajoutés à celles de 150 emplois hors intérim (+ 0,1 %). Enfin, dans le **tertiaire marchand** (+ 0,7 % sur un trimestre), de nombreuses créations d'emplois intérimaires (+ 1 510) sont venues s'ajouter à celles des emplois hors intérim (+ 4 620). Comme au trimestre précédent, les sous-secteurs qui ont le plus contribué à la hausse des effectifs sont ceux de « l'hébergement-restauration » et du « commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles » (respectivement + 1,3 % et + 1,0 %). À l'inverse, ceux des « autres activités de services » et des « activités immobilières » se sont contractés (- 0,7 % chacun).

En **France métropolitaine**, en tenant compte de l'emploi intérimaire, les besoins en ressources de main d'œuvre progressent dans le tertiaire marchand (+ 0,3 %). À l'inverse, les effectifs continuent de baisser dans l'industrie (- 0,3 %) et la construction (- 0,4 %), en raison d'un repli de l'emploi hors intérim particulièrement marqué dans ce dernier secteur.

Le taux de chômage recule légèrement

Au **2^e trimestre 2015**, le taux de chômage localisé diminue de 0,1 point sur un trimestre en **PACA**. Il atteint 11,5 % de la population active, soit le même niveau que deux ans auparavant. Sur un an, il augmente de 0,2 point. Dans les Alpes-de-Haute-Provence, le taux de chômage diminue de 0,1 point par rapport au 1^{er} trimestre 2015 et atteint 11,7 %. Il reste stable dans les Hautes-Alpes (9,3 %), les Alpes-Maritimes (10,7 %), le Var (11,3 %), les Bouches-du-Rhône (11,9 %) et le Vaucluse (12,8 %). En **France métropolitaine**, le taux de chômage s'établit à 10,0 % de la population active, soit autant qu'au trimestre précédent et 0,3 point plus élevé qu'un an plus tôt.

Au **2^e trimestre 2015**, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (c'est-à-dire ceux qui n'ont exercé aucune activité) s'élève à 321 800 en **PACA**. Sur un an, ce nombre est en augmentation de 5,5 % après une hausse annuelle de 5,7% le trimestre précédent. Dans cette catégorie, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi poursuit son ralentissement au 3^e trimestre (+ 3,7 % sur un an) en particulier au profit des hommes et des jeunes. Ce ralentissement est également observé dans tous les départements (hormis celui des Hautes-Alpes) ainsi qu'au niveau national.

En revanche, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an et plus, en catégories A, B, C) s'accroît au 2^e trimestre 2015. Sur un an, elle passe de + 10,6 % au 1^{er} trimestre à + 11,8 % au 2^e trimestre. Ce rythme de hausse persiste au 3^e trimestre 2015. La part de ces demandeurs d'emploi s'établit désormais à 42,1 %.

L'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC)¹ se détériore fortement

L'ICDC a augmenté de plus d'un mois (33 jours) ce trimestre en **PACA**, atteignant un nouveau sommet depuis le début de la série de cet indicateur fin 2003. La région suit la même tendance que le national. Avec une conjoncture économique maintenue telle qu'elle s'établit au **2^e trimestre 2015**, un demandeur d'emploi resterait inscrit sur les listes de pôle emploi en moyenne **450 jours**.

Cette dégradation trimestrielle de l'indicateur est davantage située sur la Côte d'Azur (Var et Alpes-Maritimes) et au sein du Vaucluse. Elle concerne plutôt les hommes, les seniors, les cadres et les professions intermédiaires.

Zoom sur le marché du travail territorialisé

Évolutions du taux de chômage contrastées dans les territoires infra-régionaux

À un niveau géographique plus fin, le taux de chômage augmente dans seulement deux zones d'emploi de la région : + 0,2 point pour Menton - Vallée de la Roya (9,8 %) et + 0,1 point pour Fréjus - Saint-Raphaël (12,6 %). En revanche, ce taux diminue de 0,2 point dans les zones d'emploi de Digne les-Bains (11,7 %) et Draguignan (12,7 %), et de 0,1 point dans celles de Briançon (8,9 %), Cannes-Antibes (10,7 %), Salon-de-Provence (12,0 %), Manosque (12,2 %), Avignon (12,2 %) et Arles (14,1 %). Dans les autres zones d'emploi, le taux de chômage est stable.

Pour accéder aux informations issues de la dernière rencontre plénière, consulter : <http://www.observacion-paca-conjoncture.org>, rubrique « suivi du dispositif Paca Conjoncture » au 29/10/2015

¹L'ICDC est un nouvel indicateur conjoncturel proposé par Pôle emploi dans le but de synthétiser l'incidence de la conjoncture économique sur l'état du marché du travail, et les opportunités qu'il offre pour trouver un emploi. Il reproduit le calcul de l'espérance de vie d'une population en évaluant la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emplois qui connaîtraient durant toute la période de chômage les mêmes conditions sur le marché du travail que celles du trimestre considéré.